

Iran

«Laisse tranquille la Palestine et sors-nous de cette ruine !»

Sepideh Farkhondeh

L'instrumentalisation du conflit israélo-palestinien par la propagande de la République islamique d'Iran et son soutien aux mouvements extrémistes au détriment des représentants élus des Palestiniens est de plus en plus dénoncée par l'opposition et par la population iraniennes.

La République islamique et Israël

L'anti-impérialisme fut l'un des mots-clés des révolutionnaires de tout bord qui renversèrent la monarchie Pahlavi en Iran. Alors la sympathie pour «la cause palestinienne» rassemblait à la fois les laïcs de gauche qui dénonçaient le soutien des militaires américains et israéliens à l'armée et à la police politique du Shah, et les clercs qui se voulaient solidaires du «peuple musulman de Palestine délogé par l'Etat juif».

Mais l'avènement de Khomeyni au pouvoir, à la suite de la Révolution de 1979, opère une rupture radicale et imprévue : l'Iran bascule du rang d'allié à celui d'ennemi déclaré d'Israël. Le premier pays à majorité musulmane qui avait reconnu de facto l'existence de l'Etat juif eut désormais à sa tête des théocrates qui fondèrent leur diplomatie sur une idéologie religieuse destinée à l'exportation. Le nom d'Israël disparut des discours pour être remplacé par des périphrases d'une violence inouïe telles qu'«ennemi sioniste», «gouvernement criminel» ou encore «entité cancéreuse». L'expansionnisme chi'ite et le soutien au Hezbollah libanais puis aux groupes palestiniens islamistes les moins disposés à la négociation font partie intégrante du khomeynisme triomphant.

Rejet de la propagande officielle et répression

Cette politique de soutien aux extrémistes depuis le début des années 80 s'accompagna en Iran d'une répression politique inégalée. L'une des cibles de cette répression sanglante fut la gauche laïque marxiste ou patriote. Cette gauche, qui lisait et traduisait l'œuvre de marxistes israéliens, pro-palestinienne par haine de la SAVAK¹ ou par anti-impérialisme, assista, comme la majorité de la population iranienne, d'abord à l'application d'une idéologie religieuse expansionniste puis à l'instrumentalisation du conflit à usage interne.

La République islamique détermine rapidement un budget de soutien au Hezbollah libanais puis alimente le Hamas et le Jihad islamique et cherche à tout prix à saboter le processus d'Oslo. Khamenei, Guide de la Révolution, instance théocratique au-dessus des lois, qualifie toute négociation avec Israël de «*compromission*» et parle de Yasser Arafat comme d'un traître prêt à vendre la Palestine aux Américains. Mais tandis que le khomeynisme des années 80 se fondait sur une idéologie de solidarité internationale entre musulmans, l'aide apportée dans les années 90 aux mouvements islamistes du Proche-Orient devient pour les durs du régime islamique un moyen d'attiser des tensions extérieures et de maintenir la terreur à l'intérieur du pays.

Cependant les Iraniens dont le niveau de vie s'effondre à partir de la Révolution² éprouvent rapidement les conséquences désastreuses d'une diplomatie défendue par les imams du vendredi (*emam-é-jom'ê*)³ et leurs cris de haine contre l'ennemi. La «*cause palestinienne*», devenue un slogan officiel exploité à chaque protestation contre l'état intérieur du pays, perd progressivement de son attrait mobilisateur. Loin du discours idéologique du régime et de sa politique de soutien aux extrémistes, beaucoup d'Iraniens se plaignent aussi que leurs dirigeants sacrifient la crédibilité de l'Iran aux yeux du monde pour intervenir au Proche-Orient. Si ce sont les interventions déstabilisatrices du régime islamique qui sont critiquées par les dissidents, la population a, quant à elle, d'autres raisons de rejeter l'engagement officiel du régime islamique «en faveur» des Palestiniens. Nombre d'Iraniens n'apprécient guère par exemple que les Palestiniens n'hésitent pas à sympathiser avec Saddam, agresseur de l'Iran et déclencheur de la guerre qui dura huit ans, ruina le pays et renforça le pouvoir des mollahs à Téhéran en les mettant dans le rôle de défenseurs de la patrie. Certains se demandent aussi pourquoi l'Iran devrait rester

solidaire des Palestiniens qui pactisent avec leur ennemi alors que les pays arabes eux-mêmes n'hésitent pas à expulser ces derniers (Koweït) ou préfèrent les subventions américaines à un engagement trop prononcé en faveur de leurs frères arabes.

A la suite de l'élection de Khâtami à la présidence en 1997, les critiques à l'encontre de la politique de soutien aux mouvements extrémistes saboteurs de la paix apparaissent chez les responsables dits «réformateurs». Abdollah Nouri, ministre de l'Intérieur bientôt écarté pour avoir entrepris des réformes structurelles, soutient qu'il faut considérer le peuple palestinien comme libre de choisir son destin. De quel droit le gouvernement iranien irait-il à l'encontre de la volonté exprimée par les Palestiniens eux-mêmes de négocier la paix avec Israël et ruinerait-il leurs efforts en ce sens ? Des journalistes et des intellectuels musulmans, autrefois partisans de la révolution islamique, commencent à critiquer une politique interventionniste qui détruit les efforts des représentants légitimes du peuple palestinien.

Mais bientôt le noyau de réactionnaires qui a mainmise sur l'appareil judiciaire, les groupes armés et les finances du pays lance une campagne d'arrestation contre les journaux et leurs auteurs. Il clame, à grand bruit et à grands renforts de manifestations de rues organisées, que le dogme de l'hostilité déclarée et inconditionnelle à Israël est un fondement inébranlable de la République islamique.

Comme dans les années 1998-99, la presse réformatrice parvient à révéler l'implication des Services de renseignements du régime dans une série d'assassinats d'intellectuels laïques perpétrés depuis l'avènement de la République islamique ; les tenants de la théocratie absolue ou les partisans du Guide de la Révolution se radicalisent. Pour se disculper, ils font sauter des fusibles et emploient la torture pour conduire leurs propres agents à se déclarer publiquement «coupables d'espionnage pour Israël». La télévision diffuse des enregistrements où les coupables désignés doivent se repentir en public de leurs complots et reconnaître leurs torts.

Après l'attaque des miliciens hezbollahis contre les étudiants de Téhéran et de Tabriz en juillet 1999 et la fermeture des journaux, ces émissions de repentance publique provoquent un rejet de plus en plus grand de la propagande officielle parmi la population. Tandis que les journaux nationaux sont mis sous scellés, le programme persan de Radio Israël a une audience considérable car son ton d'hostilité proclamée contre le pouvoir comble un besoin d'opposition ouverte et franche avivée par les frustrations quotidiennes qu'imposent les

Gardiens de la moralité publique. Les auditeurs apprécient cependant davantage les diatribes contre leurs propres gouvernants que la vision officielle que Radio Israël donne du conflit du Proche-Orient.

Sous le Shah, «la cause palestinienne» unifiait le peuple iranien contre ses dirigeants. Aujourd'hui la situation est très différente : les clercs au pouvoir depuis près de 23 ans utilisent cette cause dans le but de justifier la répression interne ; dès lors, les slogans scandés par la foule lors des manifestations non officielles ont bien changé. Ainsi en janvier 2002, les enseignants se sont rassemblés pour exiger une augmentation de leur salaire qui, compte tenu d'un taux d'inflation très élevé, ne leur permet plus de mener une vie décente.

«Laisse tranquille la Palestine...Et sors-nous de cette ruine !»⁴ se sont-ils écriés devant le Parlement, agacés par l'exploitation intensive des actualités tragiques du Proche-Orient répétées en boucle sur la radio-télévision officielle et suivies des prêches belliqueux des ayatollahs. Cette exigence a été reprise et clamée en juillet dernier par les jeunes Iraniens venus commémorer les événements de 1999 et l'attaque des hezbollahis contre le dortoir de l'Université de Téhéran⁵. Ainsi les clercs au pouvoir qui se prétendent champions de la justice internationale tout en imposant les plus rudes violences à leur propre peuple ont-ils perdu tout crédit à défendre quelque cause que ce soit.

L'instrumentalisation toujours plus forte du conflit

De fait, depuis la seconde Intifada et surtout les polarisations internationales survenues après le 11 septembre, les organes puissants et non élus du régime iranien n'opposent plus aux demandes de libertés et de justice de la population que le discours éculé de «*l'islam cher et sacré*» et de «*l'ennemi étranger qui guette à nos portes*». Mais le ton des prédicateurs du vendredi est parfois si agressif qu'ils semblent vouloir attiser le feu. «*Si les pays musulmans envoient une seule bombe atomique sur Israël, il sera anéanti, alors que si Israël envoie une bombe atomique sur le monde musulman celui-ci ne sera qu'endommagé*» ; cette ineptie inquiétante proférée par Hachémi Rafsanjani, qui a pourtant la réputation d'être un politicien rusé, a suggéré à nombre d'analystes et d'intellectuels l'idée que les noyaux réactionnaires du régime islamique cherchaient délibérément à provoquer les Etats-Unis et Israël, voire à déclencher une intervention militaire au large du golfe Persique, sur les chantiers de la centrale nucléaire iranienne de Boushehr, afin de consolider la terreur à l'intérieur du pays et de

perpétuer leur pouvoir chancelant. Saddam n'a-t-il pas profité, pour rester tyranniquement au pouvoir après deux défaites militaires, de l'isolement de l'Irak et de l'affaiblissement de la société irakienne ?

Le pouvoir organise ainsi régulièrement à chaque crise politique interne une manifestation de rue où les familles de jeunes miliciens sont emmenées par bus spécialement affrétés pour crier «*Mort à l'Amérique et à Israël*» et brûler des drapeaux. Il n'est nullement difficile pour un pouvoir étatique de mobiliser 20 000 ou même 50 000 personnes qui bénéficient d'aides financières ou de logements publics et de faire ainsi la une des médias occidentaux. Mais il sera sans doute de plus en plus difficile, après le 11 septembre, de mener une politique étrangère basée sur ces manifestations de rue organisées et d'utiliser les souffrances du peuple palestinien dans des démonstrations de force médiatiques destinées à étouffer le mécontentement populaire.

Les attaques contre les civils perpétrées récemment par l'armée israélienne et la tournure de violence inextricable que prend le conflit aujourd'hui mènent les dissidents et intellectuels iraniens⁶ à souligner les traits et intérêts communs entre d'une part Ariel Sharon et sa stratégie militaire, d'autre part, les théocrates réactionnaires iraniens et les groupes islamistes palestiniens : les deux parties sont animées par un désir semblable d'anéantir l'action politique par des démonstrations de force ; elles exploitent la violence du camp adverse pour légitimer leur présence, chacune au nom d'une identité religieuse et d'une conception unilatérale de la justice, l'une avec l'appui de la superpuissance américaine et une technologie de pointe dirigée contre les Palestiniens, l'autre avec celui de groupuscules armés, endoctrinés et spécialement entraînés pour susciter la terreur.

Cependant un changement fondamental a eu lieu en Iran : la population est exaspérée par l'instrumentalisation du conflit israélo-palestinien dont les ayatollahs se servent pour qualifier toute contestation politique intérieure de menace contre la sécurité, surtout par ces temps de violence continue au Proche-Orient. Tandis que les intellectuels voudraient que l'Iran cesse toute velléité d'intervention dans le conflit et se contente de reconnaître les représentants légitimes du peuple palestinien, les gens ordinaires, eux, aimeraient que le pouvoir mette un terme à l'ordre moral islamique qui condamne les jeunes aux châtiments corporels en public parfois pour un simple verre d'alcool⁷ et cesse d'opposer à leurs revendications politiques et sociales «*le sang des martyrs de Palestine*».

Sepideh Farkhondeh est diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, auteur de Médias, pouvoir et société civile en Iran préfacé par Paul Balta et paru chez L'Harmattan (mars 2002), actuellement en thèse.

Notes :

1. La SAVAK, police politique du Shah, était proche à la fois de la CIA et des services secrets israéliens.
2. En moins de 20 ans, le niveau de vie moyen des Iraniens a été divisé par plus de deux.
3. Les prédicateurs de la prière du vendredi.
4. En persan, «Phelestin o rahâ kon, fekri bé hal é mâ kon !»
5. A la suite de ces attaques, au moins un étudiant a perdu la vie, plusieurs dizaines ont été blessés et plusieurs centaines arrêtés.
6. Cf. les sites internet en persan notamment www.iran-emrooz.de
7. Depuis quelques mois, il ne se passe pas un jour en Iran sans l'annonce de la fermeture d'un journal. Mais les sites internet ont pris le relais et les journalistes licenciés publient des articles où les jeunes témoignent de leur exaspération et de leur désarroi face aux coups de fouet qui leur sont infligés en public ou auxquels ils assistent régulièrement pour avoir enfreint «la réglementation islamique» en buvant un verre d'alcool ou en ayant des rapports jugés illicites. Cf. par exemple : www.gooya.com